

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727

N°1104 du 28 janvier 2012

Hebdomadaire 1,50 €



SOMMAIRE DU N°110

EDITORIAL : Le monde de la finance pp. 1-2

CONJONCTURE : Désindustrialisation pp. 3-4

CHRONIQUE DES 100 JOURS p.5

ACTUALITÉ : La FED garantit un taux zéro pendant trois ans p. 5 - Un an de démocratie égyptienne p. 6 - La Politique Agricole Commune a cinquante ans p. 6

PORTRAIT : Karl marx 1818-1883 p. 7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Voilà donc l'adversaire – non déclaré – de François Hollande.

Mais s'agit-il de Nicolas Sarkozy ? J'en doute, puisque le Président n'a pas manqué d'attribuer la crise aux dérèglements de la finance, et mène croisade pour la moraliser, à grands coups de taxes et règlements internationaux.

S'agit-il de Marine Le Pen ? Elle nous sert en permanence des couplets contre le capitalisme apatriote qui réduit les travailleurs français au chômage.

S'agit-il de François Bayrou ? Il est contre tout le monde, et pourquoi pas contre le monde de la finance.

Ainsi s'organise entre nos candidats une surenchère pour condamner ce pelé, ce galeux, d'où venait tout le mal.

Je souscris en grande partie à cette fable de La Fontaine.

Mais peut-être ma conception du monde de la finance n'est-elle pas la même que celle de ces politiciens. Précisément parce que le monde de la finance le plus néfaste, le plus injuste, le plus odieux, est à mes yeux celui de la politique.

Ce monde de la finance publique est néfaste. On lui doit la crise mondiale, et la crise européenne. La crise de 2008 n'a pas pris naissance chez les banquiers ni chez les boursiers, mais bien dans les bureaux de la Maison Blanche et de la FED. Les politiciens américains ont mis en place une politique « d'argent facile », poussant des insolubles à s'endetter avec la garantie de l'Etat, couvrant les erreurs de Wall Street par un refinancement généreux avec des taux d'intérêt nuls.

U E I N D A O N N E M E N

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SE FEL A E S BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIÉTÉ D'ÉDITION DE FORMATION ÉCONOMIQUE LIBRE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

Tous les financiers américains n'ont pas été des saints, mais ils ont tous été pardonnés d'avance et le budget fédéral est devenu la caisse de Notre Dame du Bon Secours.

Là-dessus, et c'est plus grave aujourd'hui, les Etats européens ont été pris la main dans le sac. On s'est enfin aperçu de ce que beaucoup de gens (comme nos Conseillers à la Cour des Comptes) savaient depuis longtemps. François Fillon dès son arrivée au pouvoir : « la France est en faillite » - c'était avant la crise « financière ».

“ La finance publique, c'est la corruption ”

Ce monde de la finance publique est injuste, il dresse les gens les uns contre les autres. Il subventionne les amis et clients du pouvoir au détriment de la nation. C'est le monde des déficits, le monde des expédients, le monde de l'insouciance. Nos dirigeants ont joué les cigales, parce que c'est plus facile de chanter que d'épargner. Les dépenses publiques permettent de satisfaire les privilèges, d'attirer la clientèle électorale, et d'acheter un brevet de « justice sociale » en spoliant ceux qui travaillent et dont les gains mérités par les services rendus à la communauté sont honteusement confisqués. Le monde de la finance budgétaire c'est celui des manifestants, de ceux qui bloquent les routes, de ceux qui mettent les trains et les avions en panne.

Les municipalités, départements, régions ont autant de dettes que l'Etat. Des milliers d'associations reçoivent des subventions sans raison : « associations lucratives

sans but », dit Kaltenbach. Ici c'est un permis de construire, là c'est un « logement social », ou un poste créé ad hoc. Les marchés publics sont l'occasion de rackets, de pots-de-vin. La finance de Monsieur Emmanuelli, d'Urba Gracco, ou la finance de Messieurs Chirac et Juppé à la Ville de Paris : est-elle juste ?

Enfin et surtout, ce monde de la finance publique est odieux parce qu'il devient en fin de compte le monde de la corruption la plus éhontée. « La corruption affecte la classe politique française », dit un récent rapport de Transparency International. Pouvez-vous faire la liste des « affaires » ? Il y en a trop, des rétrocessions de Karachi au roman de Clairstream, en passant par les vedettes de Cherbourg, les avions renifleurs, le château de la CGT et les comités d'entreprises de la RATP ou de l'EDF, le monde politique donne un spectacle de dérèglement des mœurs, de fortunes insolentes. Mais DSK est toujours populaire. L'argent sale n'est pas seulement celui des fraudes et de l'évasion vers les paradis fiscaux, c'est celui des partis qui ramènent de l'étranger des mallettes de billets, c'est celui de l'Eurafric qui va jusqu'à provoquer des guerres comme en Côte d'Ivoire.

La meilleure défense étant l'attaque, ces princes qui nous gouvernent donnent des leçons de morale à l'autre monde de la finance, celui des marchands. Cela ne les empêche pas de mendier des crédits auprès de ceux-là même qu'ils incriminent : mais le mendiant n'a que haine pour l'usurier dont il dépend. Une telle dépendance des Etats vis-à-vis des marchés est présentée aux électeurs comme une atteinte à la souveraineté et à la démocratie. Il y a en fait conflit

entre les deux mondes de la finance : le monde politique veut domestiquer le monde des libres marchés, et il y a réussi en partie. Aujourd'hui les hommes politiques veulent assurer leur victoire définitive et soumettre la finance à leur contrôle ; il suffit de renationaliser les banques et de mettre le crédit entre les mains de l'Etat. Nous y sommes presque.

“ La finance c'est la confiance ”

Ceux qui écoutent et parfois approuvent les discours qui pourfendent la finance devraient savoir que finance signifie confiance. Que la société européenne du Moyen Âge a dû son premier développement au fait que les gens ont quitté la peur et la guerre pour vivre dans la paix et la confiance. Que le crédit c'est croire aux autres. Que capitaliser veut dire cesser de vivre au jour le jour, pour élargir son horizon temporel, oser préparer l'avenir, oser spéculer. Que c'est grâce au crédit, à la micro-finance de Monsieur Yunius que depuis vingt ans des millions de pauvres ont pu quitter leur condition d'esclaves pour devenir des hommes libres.

Pour le progrès de l'humanité, pour la moralité et l'honnêteté, nous n'avons pas besoin du monde de la politique, qui est le monde de la sale finance. J'invite les candidats à changer de registre et à nous parler de confiance et de liberté.

▲ . . . ▲

DESINDUS RIA ISA ION

Le terme est à la mode et les hommes politiques en usent et en abusent : la France est en voie de désindustrialisation. Chaque fermeture d'usine (comme Lejaby à Yssingeaux) en apporterait la preuve. Il faudrait donc réindustrialiser la France, produire français et acheter français, grâce à une politique industrielle et protectionniste. Certes l'emploi industriel recule. Mais c'est l'effet conjoint de l'évolution de la consommation et des spécificités du « modèle français ». Relancer l'industrie française à tout prix ne ferait qu'aggraver la situation.

Les fermetures d'usine sont toujours douloureuses pour ceux qui y travaillent parfois depuis longtemps. Elle sont aussi très médiatisées : on l'a vu encore à propos de l'usine Lejaby d'Yssingeaux. Au-delà des réactions syndicales et politiques qui participent de la démagogie (gardons l'emploi sur place, non aux licenciements), le désespoir de certains salariés n'était pas feint. Mais parmi les victimes des fermetures, il y a ceux qui sont plus sensibles au discours syndical (garder le même emploi) et ceux pour qui l'essentiel est de retrouver un emploi (dans cette usine ou dans une autre, à ce poste ou à un autre).

Quant aux mutations dans le tissu des entreprises on ne pourra pas les éviter, tout au plus peut-on les gérer en les préparant. La vie économique est mobilité ; les consommateurs modifient leurs achats ; la production doit s'adapter aux nouvelles demandes. L'emploi doit donc aussi changer, en suivant ces évolutions.

Il y a deux siècles, 90% des Français travaillaient dans l'agriculture. Les spectaculaires gains de productivité agricoles font qu'aujourd'hui l'agriculture, avec moins de 5% des emplois, produit beaucoup plus, permettant un accroissement des dépenses alimentaires, et dégagant des excédents destinés à l'exportation. En quelques générations, l'agriculture a détruit des millions et des millions d'emplois.

Mais la hausse de la productivité agricole a contribué à la hausse du pouvoir d'achat des Français, qui ont pu ainsi diversifier leur consommation. Progressivement la part du budget des ménages consacrée à l'alimentation est passée de 90 % à 15 % ou moins. Les gens se sont tournés vers les produits manufacturés : les automobiles, les réfrigérateurs, les machines à laver, les télévisions, etc. L'industrie a créé massivement des emplois qui ont absorbé la population rurale.

C'est le même phénomène qui se reproduit avec le passage de l'industrie aux services. Les gains de productivité dans l'industrie ont été à leur tour spectaculaires ; ils ont permis de produire beaucoup plus, avec moins de main d'œuvre. La hausse des revenus a permis à nouveau de se tourner vers d'autres consommations, celles du tertiaire. Plus des deux tiers de nos consommations, donc des emplois, sont désormais situés dans les services : services à la personne, santé, enseignement, assurance, finance, loisirs, culture, tourisme, etc. Les services constituent 70 % des échanges mondiaux.

Il y a là l'action conjointe des clients, à qui la hausse des revenus offre de nouveaux choix, et des entrepreneurs, dont le rôle est d'anticiper les nouvelles demandes et d'imaginer de nouveaux moyens d'y répondre. Dans une vraie économie de libre marché, le changement permanent d'emploi se fait assez facilement. Certes, il modifie des habitudes, mais les créations d'emplois dans les ser-

vices compensent, et au-delà, les destructions dans l'industrie.

Sans doute le passage d'un emploi industriel à un autre, industriel ou pas, peut-il prendre un certain temps, et donner naissance à ce que les économistes appellent le « chômage frictionnel ». Ce temps est fonction de la qualification, et de l'information dont disposent employeurs et employés sur les possibilités de reclassement. Mais il n'est pas en général très long dans les pays où le marché de l'emploi est bien organisé. Aux Etats Unis, la durée du chômage a été de 21 semaines en 2010, contre 65 semaines en France. Cela signifie qu'en France nous ne sommes pas en présence d'un chômage frictionnel, mais bien d'un chômage structurel, qui s'explique en général par les rigidités du marché du travail.

En réalité nous consommons plus de produits manufacturés qu'avant, mais ils nécessitent moins de main d'œuvre. C'est un premier point important.

Un second point est que la frontière entre produits industriels et services n'est pas étanche, tant s'en faut. Comme Gary Becker l'a démontré, ce n'est pas un « produit matériel » que nous consommons, mais les services qu'il nous rend. On ne consomme pas un réfrigérateur, mais les services du froid. D'ailleurs, dans le prix d'un produit « industriel », quelle est la part de services incorporés : conception, publicité, administration, commercialisation, après vente, assurances, formation, etc ? Souvent supérieure à 80 %.

Jean-Baptiste Say et Bastiat avaient déjà compris que tout ce qui correspond à une demande, tout ce qui répond à un besoin, est productif. Distinguer un secteur « noble », l'industrie, d'un secteur artificiel, les services, est une vision matérialiste de la vie économique, vision véhiculée par le marxisme (en URSS on ne calculait que le « produit matériel brut »).



Donc, a priori, la désindustrialisation de la France n'est pas une catastrophe. Pourtant, on peut aussi s'interroger sur certaines spécificités de notre pays. Pourquoi les créations d'emplois dans le tertiaire ne compensent-elles pas assez rapidement les pertes industrielles ? Pourquoi l'Allemagne a-t-elle un secteur industriel plus important que le nôtre ?

La réponse est hélas toujours la même : l'omniprésence de l'Etat. Tout d'abord, l'Etat distrait du marché du travail une masse d'emplois qui pourraient se créer et reclasser les personnes confrontées au chômage frictionnel. Ce sont les « faux emplois » engendrés par le gonflement des services publics. La « gratuité » (en matière de santé ou d'éducation) fausse les choix des ménages et pousse à la surconsommation de services. Les dépenses publiques privent les entreprises industrielles et les autres des moyens financiers de créer des emplois : c'est « l'effet d'éviction ». Les innombrables professions protégées, les monopoles publics, privent l'économie française de la souplesse indispensable à l'adaptation. L'innovation est muselée par la réglementation.

Dans ces conditions, toutes les solutions actuellement envisagées par les politiques sont vouées à

l'échec : le protectionnisme et les impôts anti délocalisation réduiront encore la concurrence et l'incitation à s'adapter ; la politique industrielle introduira d'artificielles distorsions et conduira comme par le passé à des catastrophes. L'Etat et ses experts se trompent toujours ; le « redéploiement » des dépenses publiques et des prélèvements ne changera rien : il faut avant tout les diminuer.

Il y a donc dans ce qu'on appelle la désindustrialisation une part qui correspond à l'évolution de nos libres choix de clients, mais aussi une part artificielle qui vient de l'omniprésence de l'Etat qui bloque les adaptations. La liberté économique et le retrait de l'Etat sont les conditions nécessaires pour éviter bien des drames nés des fermetures d'entreprises.

Jean Yves NAUDET

La FED garantit un taux zéro pendant trois ans

L'argent gratuit est une erreur politique, fruit de l'ignorance économique

Les gens de la FED sont-ils experts en économie ? C'est une question que l'on peut se poser après leur annonce d'un taux d'intérêt nul – ou éventuellement inférieur à 0,25 % - jusqu'à fin 2014.

Cette décision, ou cette prévision (on ne sait pas au juste) montre la continuité de la politique d'argent à bon marché. Lancée dès 2002 et accentuée depuis 2008, elle a été certainement l'une des causes de la crise de 2008, puis assez paradoxalement elle a été maintenue et amplifiée ensuite.

Sa justification officielle : faciliter l'octroi des crédits pour permettre à l'économie américaine de se relancer. En fait il s'agit surtout de refinancer le déficit abyssal du Trésor américain.

Aujourd'hui Ben Bernanke avance un autre argument : les gens du Congrès aussi bien que ceux de Wall Street se plaignent de ne pas connaître clairement les choix de la banque centrale : les voici rassurés, il n'y aura pas de manipulation des taux d'intérêt, en tout cas pas à la hausse.

Il ne viendrait jamais à l'esprit de ces gens que le taux d'intérêt est un prix, et que le blocage d'un prix a toujours des effets pervers. Si l'on admettait que le taux d'intérêt varie chaque jour en fonction des orientations du marché des liquidités monétaires, il aurait valeur d'un signal de nature à orienter prêteurs et emprunteurs. Fixer un prix consiste à ignorer le marché, c'est-à-dire à mesurer quelque temps plus tard qu'il s'agit d'un faux prix, et se condamner ainsi à des réajustements brutaux et coûteux. On prépare ainsi de nouvelles crises.

Un an de démocratie égyptienne

Les Égyptiens ont-ils hérité de la liberté ou de l'islamisme ?

Un an après, la place Tahrir a réuni plusieurs dizaines de milliers d'Égyptiens venus fêter l'anniversaire de leur révolution. Mais cette révolution leur a-t-elle apporté la liberté ? Pour beaucoup d'entre eux la révolution est à refaire, dans la mesure où l'armée détient toujours le pouvoir, avec des chefs qui entouraient naguère Moubarak. Mais ces Égyptiens en quête de liberté n'étaient pas place Tahrir. Et pour cause : elle était entièrement occupée par les vainqueurs des élections, Frères Musulmans et Salafistes.

Ces islamistes ont intérêt à faire croire que leur accès au pouvoir prouve le bon fonctionnement de la démocratie, que les progrès ont été remarquables en un an, et que l'armée va rentrer dans le rang. Voilà des Égyptiens heureux.

Leur victoire électorale ne fait pas de doute. Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), issu des Frères musulmans obtient 235 sièges sur 498. Le parti fondamentaliste salafiste Al-Nour arrive en deuxième position, avec 121 sièges. Le parti libéral Wafd a 45 sièges. Le Bloc égyptien, coalition de partis libéraux laïques, en obtient 35.

Pourquoi ce raz-de-marée électoral ? Tout d'abord la société civile libérale était minoritaire en Égypte, et l'est toujours : rançon des dictatures. Il y a bien eu de jeunes libéraux sur la place Tahrir il y a un an, mais ils n'ont plus voix au chapitre aujourd'hui. Ensuite, les islamistes, frères musulmans ou salafistes, ont développé depuis des années des initiatives caritatives

dans les villes les plus pauvres, grâce à un financement venu d'Arabie Saoudite : ils ont distribué des vivres, des secours, tout en prêchant la révolte contre les puissants. Les puissants, et c'est encore une raison du succès islamiste, ont donné le spectacle de la corruption et de l'impiété.

Enfin, et non le moindre, tous ces gens n'ont jamais exercé le pouvoir et ne peuvent donc être tenus pour responsables des malheurs du peuple. Ce sera peut-être pour plus tard, mais nul doute que l'opposition aura autant de mal à s'exprimer demain qu'à la veille de la « révolution ». L'Égypte est en train de passer démocratiquement d'une dictature laïque à une dictature religieuse.

La politique agricole commune a cinquante ans

Le seul intérêt de la PAC aura été électoral. Pour le reste, échec complet

Grande opération de communication autour du cinquantième anniversaire de la PAC, qui n'en est pas tout à fait un puisque c'est en 1957 que l'affaire commence. On n'a pas manqué de vanter les mérites de cette initiative européenne : l'indépendance alimentaire des pays européens a été assurée (c'est important en cas de conflit mondial), la qualité des produits a été améliorée (on n'a donc plus besoin de se protéger contre les producteurs étrangers), le monde rural a pu se développer (on sait que tous les agriculteurs sont restés au pays).

En fait, la seule retombée positive a été la manne versée aux paysans européens. D'après l'INSEE la part des subventions dans le résultat des exploitations agricoles euro-

péennes, qui était de 18 % en 1991, atteignait 97 % en 2005, ce qui veut dire que sans subvention la plupart de ces exploitations devraient disparaître. Le coût de ce soutien est considérable. Il a représenté jusqu'à 80 % du budget européen, mais après les réactions de Madame Thatcher et la révision de la PAC elle est encore aujourd'hui de près de la moitié. Elle coûte donc un demi point de TVA au contribuable européen.

La PAC aura eu pour principale conséquence l'apparition d'excédents agricoles énormes, et le développement d'une culture très intensive, qui révolte les écologistes. C'est que les paysans ont été payés en fonction des quantités produites et sur la base de prix européens très supérieurs

aux cours mondiaux. On a fini par les obliger à geler 10 % des terres, à pratiquer des jachères. Les pertes subies alors par les paysans ont été « compensées ». Aujourd'hui les indemnités ne sont plus liées à la production mais sont forfaitaires, et leur niveau est objet de négociations annuelles et détendues avec les autorités de Bruxelles. Quant aux consommateurs européens, ils surpayent leurs produits alimentaires.

Il n'en demeure pas moins que la PAC demeure un modèle pour les partisans de l'Europe supranationale, planifiée et centralisée. Ils veulent une politique industrielle commune, une politique commerciale commune, sans parler évidemment d'une politique budgétaire commune.

Du 27 janvier au 6 mai, date où l'on passera de l'ombre à la lumière, il reste 100 jours. Ensuite viendront les législatives (10 et 17 juin). Enfin le nouveau gouvernement sera en place. Et l'on sait que ce qui n'est pas fait dans les 100 jours qui suivent ne sera jamais fait, ou mal fait.

Dès aujourd'hui la Nouvelle Lettre va relever les idées qui annoncent les mesures à venir, au cas où les élus respecteraient les promesses des candidats. Ces idées seront notées bonnes ♥ ou mauvaises ♠.



Puisque l'ennemi de François Hollande est le monde de la finance, il doit l'anéantir. Idée à la mode : il prône la spécialisation bancaire, c'est-à-dire la séparation entre banques de dépôts (elles auraient toutes les vertus) et les banques d'affaires (temples de l'odieuse spéculation).

Politiquement correcte, la taxe sur les transactions financières. Mais le projet le plus important est la création d'une Banque Publique d'Investissement, appelée à prendre le relais des banques d'affaires, car l'Etat apprécie bien mieux que le marché financier les opportunités et les priorités d'investissements. La Caisse des Dépôts, actuellement l'investisseur institutionnel le plus puissant de France, a été déclassée cette semaine par S&P. On va créer une institution financière bien plus importante, donc susceptible de faire des erreurs bien plus graves. On rejoindra ainsi l'expérience très réussie de la Gosbank en URSS.

♥♥♥ *Suppression des réglementations de Bâle, pleine responsabilité des établissements bancaires et de leur gouvernance. Liberté des taux d'intérêt dans un marché du crédit concurrentiel.*



Comme François Hollande est le premier candidat à avoir présenté et chiffré son programme, continuons sur ses bonnes idées. Il faut faire payer les riches, donc le taux d'impôt sur le revenu concernant la tranche supérieure à 150.000 euros sera fixé à 45 %. Tous les « cadeaux fiscaux » seront supprimés (ce n'est pas très précis) et en aucun cas les niches ne peuvent autoriser une exemption de plus de 10.000 euros. La fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu, autre idée à la mode, est évoquée sans que ses modalités soient connues.

Les cotisations sociales n'ont pas de raison d'augmenter, même si l'on revient à la retraite à 60 ans après 40 ans de cotisation.

♥♥♥ *Flat tax et suppression de la progressivité. Suppression des niches fiscales. Réforme de l'assurance maladie qui éliminera à terme la CSG et des retraites qui passent à la capitalisation.*



La règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux doit être abandonnée. 60.000 postes (voire davantage) doivent être créés dans l'Education Nationale. Et 1.000 postes chaque année dans la police et la justice. La dis-

crimination entre les deux chiffres s'explique : des enfants mieux éduqués ne causent aucun tracas à l'ordre public.

L'Etat renforcera ses interventions dans le domaine du logement. Le non-respect de l'obligation d'avoir dans une commune plus de 20 % de logements « sociaux » sera sanctionné par des peines alourdies. L'Etat va créer l'abondance foncière en mettant tous les terrains qu'il possède à la disposition des collectivités locales pour construire des logements sociaux financés avec l'épargne des livrets A. Les loyers seront bloqués. La collectivisation de l'habitat est en marche.

♥♥♥ *Privatisation ou mise en concurrence de toutes les administrations d'Etat n'exerçant pas de mission régaliennne. Suppression du statut de la fonction publique. Privatisation des HLM.*



La loi Combe, sommet du laïcisme primaire, sera inscrite dans la constitution : l'école libre est une tolérance, non une liberté. La laïcité exige encore que le mariage, institution imposée par la religion, disparaisse ou soit assimilé à un pacte civil, sans considération de sexe. Le législateur libère les citoyens des interdits religieux, notamment en ce qui concerne les enfants à naître.

♥♥♥♥ *Libre choix des établissements scolaires par les parents, et financement de ce choix par des bons scolaires. Respect de la famille et de la vie : la loi doit les protéger comme des droits naturels.*

Karl Marx (1818-1883)

Economiste, historien, biologiste, politologue, juriste.

Oui, bien sûr, puisqu'il est tout : économiste, historien, biologiste, politologue, juriste. C'est cette « omniscience » qui a fait son succès. Daniel Villey expliquait la fascination exercée par le marxisme sur la jeunesse et l'intelligentsia en quête de doctrine : « le marxisme répond à ce besoin de synthèse totale, à ce besoin de système qu'éprouve fondamentalement l'esprit humain ». En fait, bien que son socialisme soit réputé « scientifique », ce qui accroît encore son prestige, Marx n'a jamais été un savant, il a tiré son savoir de celui des autres, qu'il a arrangé à sa manière : les idées de Hegel, Ricardo, Darwin, Auguste Comte sont souvent malmenées.

Matériau de la philosophie.

En combinant l'évolutionnisme de Darwin, la dialectique de Hegel et le positivisme de Comte, Marx a le fondement de sa philosophie. Tout n'est que matière. L'homme est matière, la société est matière. Cela s'explique par un phénomène de transformation permanente : de la matière inerte minérale est sortie la matière vivante végétale, puis les êtres vivants, animaux puis humanoïdes, puis hommes. Ce qui permet de lire l'histoire, c'est le processus de transformation de la matière. Les divers âges de l'évolution correspondent à divers modes de transformation de la matière : c'est le mode de production, la production étant transformation.

La révolution industrielle a permis de passer de la matière inerte minérale à la matière vivante humaine.

L'humanité est parvenue au XIX^{ème} siècle à son stade ultime de transformation parce que l'on a fait recours au capital. Ce système de production est appelé capitalisme, un mot qui fera recette. Marx est admirateur du capital.



Il rappelle les miracles de la révolution industrielle, qui a multiplié les inventions, domestiqué l'énergie, et permis la production à grande échelle grâce à la machine. Il ne nourrit que mépris pour les socialistes « utopistes » comme Proudhon qui rêvent de communautés bâties sur les solidarités et les bons sentiments : ce n'est pas scientifique, c'est une nostalgie d'une société dépassée refusant les bienfaits du capital.

Mais alors, où est le problème de la société fondée sur l'usage intensif du capital ?

La révolution industrielle a permis de passer de la matière inerte minérale à la matière vivante humaine.

C'est que cette société qui a pour infrastructure le mode de production à partir du capital, a secrété des superstructures, c'est-à-dire des mœurs et règles sociales, qui réservent les bienfaits du capital à une minorité. C'est la rançon d'un système juridique bâti autour du droit de propriété. Avec le concours de la loi, le pouvoir du capital va être capté par les bourgeois possédants, qui pourront

désormais exploiter tous ceux qui ne possèdent rien. L'Etat, qui fait la loi et dispose de la force publique, est l'instrument d'oppression des propriétaires sur les autres ; la famille est conçue pour éviter la dilapidation du capital et assurer sa transmission par l'héritage ; la religion est « l'opium du peuple » pour calmer les révoltes des esclaves du capitalisme. Tout est fait pour aliéner les individus, y compris l'art et la culture.

La révolution industrielle a permis de passer de la matière inerte minérale à la matière vivante humaine.

Dûment instruit par Malthus et Ricardo (« mon grand-père ») Marx prédit que les capitalistes creusent leur tombe et que le système s'effondrera dans une ultime crise de surproduction. Tel est le sens de l'histoire. Le capitalisme va en effet se concentrer, seules les grandes entreprises survivront, artisans, paysans et petits entrepreneurs disparaîtront, et viendront rejoindre l'armée des prolétaires. Cette prolétarisation a deux conséquences. L'une, économique, c'est la démesure des profits accumulés au détriment des salaires (une partie de la plus value est confisquée par les propriétaires) de sorte que le pouvoir d'achat des prolétaires sera insuffisant pour assurer les débouchés d'une production toujours plus poussée pour maximiser les profits. L'autre, politique : le pouvoir se fragilise en se concentrant, et la révolution prolétarienne peut accélérer le sens de l'histoire ; elle mettra fin à l'exploitation et à l'aliénation des prolétaires et ouvrira l'ère de la société communiste sans classe. Comment passer du capitalisme à la société sans classe et comment s'organisera cette société ? Marx n'exclut pas une phase de dictature du prolétariat pour éradiquer les superstructures. Mais c'est Lénine qui donnera la réponse et la technique...



Yvan Rioufol

« De l'urgence d'être réactionnaire »

La famille intellectuelle libérale a beaucoup d'admiration et d'amitié pour Yvan Rioufol. Il a été le premier des lauréats du Prix de la Chronique Economique délivré depuis quatre ans par l'ALEPS, et dont les trois lauréats suivants ont été Yves de Kerdrel, Pierre Antoine Delhommis et Jean Yves Naudet.

Son livre est une merveille de courage, de lucidité et d'espoir.

De courage car Rioufol estime que le réactionnaire n'est pas le nostalgique du passé, comme on le dit. C'est celui qui réagit contre les idées à la mode, surtout quand elles sont mauvaises. L'adversaire du réactionnaire, c'est le « politiquement correct », cette masse d'idées qui transverse le monde politique, culturel et intellectuel. Le réactionnaire, c'est celui qui refuse la grégation et rappelle que l'on a le droit de penser autrement. Il y faut du courage.

La lucidité consiste à ne pas tomber dans les extrêmes, de la droite ou de la gauche. Car il est facile de tout rejeter, et de se réfugier dans des rêves dangereux, de s'opposer au capitalisme, à la mondialisation, de plaider pour les petits contre les gros, d'être systématiquement pour les immigrés ou contre les immigrés. Sur les immigrés Yvan Rioufol souligne que la France a rompu avec sa tradition d'assimilation des étrangers pour ouvrir la porte du communautarisme, dont il dénonce la charge explosive.

L'analyse lucide de la France contemporaine ne conduit pas Yvan Rioufol au désespoir, il n'est pas « déclinologue ». Il plaide simplement pour que notre pays redécouvre les valeurs de l'humanisme universel : liberté, responsabilité, respect des autres, et moralité des comportements. Ce message n'est guère porté aujourd'hui par la classe politique, mais Yvan Rioufol ne désespère pas qu'il soit progressivement entendu, et retransmis. La responsabilité des journalistes et des intellectuels est engagée dans cette renaissance de ces valeurs réactionnaires.

Elles ne nous entraînent pas dans la nostalgie du passé, mais au contraire dans la voie de l'avenir.

Après avoir été lauréat de la chronique économique, Yvan Rioufol sera-t-il lauréat du Livre Libéral 2011 ? On le saura prochainement. En attendant, bravo à l'éditorialiste qui régale les lecteurs du Figaro en quête d'idées nouvelles et stimulantes.

Ce passage du livre permet de conclure : *"Le réac d'aujourd'hui n'est ni un grincheux, ni un provocateur, ni un idéologue, ni un extrémiste. Le progrès ne lui fait pas peur, puisque c'est pour le défendre qu'il s'engage. Cependant, il est devenu résistant à force d'encaisser et de prendre sur lui. Il ne veut pas rejoindre l'agonisant qui flotte au fil de l'eau, et qui vous ressemble. Disons, pour rester dans l'imagé, qu'il est le saumon qui remonte à contre-courant pour préserver sa survie liée à son espèce. La sienne s'appelle la démocratie libérale héritée de Tocqueville"*.

Yvan Rioufol, *De l'urgence d'être réactionnaire*, Presses Universitaires de France, décembre 2011



Contribuables associés et IREF ont le grand plaisir de vous inviter à une conférence organisée à Lille le

M... **01** **1**...
à l'Hôtel des Tours
27 rue des Tours
59000 Lille

Les cas Français, Italiens et Suisse

Avec la participation de **Victoria Curzon-Price**, Prof. d'Economie à l'Université de Genève, administrateur de l'IREF, **Enrico Colombatto**, Professeur d'Economie à l'Université de Turin et directeur de la recherche à l'IREF, de Maître **Jean-Philippe Delsol**, avocat fiscaliste et administrateur de l'IREF, conclusion par **Jacques Garelo**, Professeur émérite à l'Université Aix-Marseille III et membre du Conseil d'Administration de l'IREF et **Alain Mathieu**, Président de Contribuables Associés.



Le site www.lecandidatlibre.org ne cesse de nous régaler. Ce mystérieux candidat, qui doit enfin se faire connaître en février expose la quatrième des 7 mesures qu'il prendra : la création des Comptes d'Epargne Retraite, se substituant à l'assurance vieillesse de la Sécurité Sociale.

Il développe cinq arguments : La répartition est en faillite, Vous pourriez gérer votre retraite, La peur de placer l'argent, Changer le système : qui gagne ? qui perd ? La transition réussie.

L'ensemble est particulièrement bien expliqué, référence est faite aux travaux de l'ALEPS !

<http://www.lecandidatlibre.org>